



Les effets liés à l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles sur les nappes phréatiques aux Îles-de-la-Madeleine, notamment ceux liés à l'exploration et l'exploitation gazière

MÉMOIRE CONCERNANT L'EXPLORATION ET L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LEURS EFFETS SUR LES NAPPES PHRÉATIQUES AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE, NOTAMMENT CEUX LIÉS À L'EXPLORATION ET L'EXPLOITATION GAZIÈRE

Présenté par Jonathan Godin, vice-président de la Corporation Développement communautaire Unîle

Développement communautaire Unîle inc.

La *Corporation Développement communautaire Unîle (Unîle)* a pour mission de soutenir les citoyens et les groupes en vue de leur participation aux affaires collectives. Unîle se définit comme une organisation à l'écoute et au service de la population et entend jouer un rôle actif comme agent de développement des potentiels communautaires de sa région. C'est en ce sens que l'organisme se positionne dans un dossier qui concerne l'avenir de notre communauté insulaire.

L'intérêt que porte *Unîle* au dossier qui nous concerne est d'abord d'ordre citoyen. *Unîle* tient à ce que la participation citoyenne soit entendue, respectée et encouragée dans le débat public soulevé par le projet de l'entreprise GASTEM, et ce, autant en ce qui concerne les consultations publiques que la notion d'acceptabilité sociale liée à ce projet. Or, la population est tenue autant que possible à l'écart des véritables discussions et l'information sur les enjeux, préalable à un véritable débat public pouvant orienter démocratiquement les décisions, n'est pas au rendez-vous. Donc, comment évaluer objectivement et équitablement l'acceptabilité sociale si parallèlement on fait tout pour tenir le citoyen à l'écart du processus décisionnel? Qui est le juge et gardien de cette acceptabilité sociale qui n'est clairement pas observée en ce qui nous concerne? C'est la communauté.

Ensuite, en ce qui concerne la communauté madelinienne, afin de se faire entendre un tant soit peu, nous avons dû et devons toujours lutter contre des forces socioéconomiques et politiques qui tentent autant que possible de décourager une de nos libertés fondamentales, soit celle de s'exprimer. Malgré qu'il y ait eu plusieurs consultations qui, en fait, s'avéraient des séances d'informations passives et trop peu interactives, le citoyen ne s'est jamais senti considéré à son plein potentiel par les différents acteurs socioéconomiques et politiques impliqués. C'est pourquoi comme organisme communautaire, nous portons en priorité ce genre de préoccupation d'associer la population aux choix de développement qui affectent directement notre mode de vie, notre bien commun, notre environnement, notre devenir collectif.



Unîle est d'avis que règne un certain mépris à l'égard du citoyen, comme si ce dernier était une entrave au développement alors que celui-ci doit être au cœur du processus décisionnel qu'il soit politique, économique, social ou communautaire. En démocratie, on choisit de faire confiance au citoyen. Ceci doit se refléter dans l'ensemble de la société.

De plus, nous considérons que l'industrie banalise l'importance de l'eau potable, surtout pour un milieu insulaire et fragile comme celui des Îles-de-la-Madeleine.

Nous partageons aussi l'idée qu'implanter une industrie lourde dans un milieu aussi restreint et économiquement dépendant du tourisme, une industrie renouvelable efficace, s'avère un choix bancal qui met aussi en péril d'autres secteurs de l'économie madelinienne.

Outre les préoccupations liées à la place du citoyen dans ce dossier, nous avons, certes d'autres préoccupations concernant directement la précieuse et irremplaçable eau potable de nos nappes phréatiques, source de vie, faut-il le rappeler.

Ainsi, qu'en est-il du potentiel de production, des moyens d'approvisionnement, des infrastructures de distribution et de consommation ? Quels seraient les impacts environnementaux sur les dites nappes phréatiques considérant l'ampleur du projet? Quels seraient les implications et les impacts en matière de pollution visuelle considérant la possibilité d'avoir à développer des pipelines hors-terre, un terminal d'approvisionnement, etc.

De plus, concernant la réalité économique agricole madelinienne où le territoire des Îles-de-la-Madeleine cherche à développer davantage son autosuffisance alimentaire, quels seraient les implications et les risques pour les coopérations d'agriculteurs qui tentent de développer un marché local ? Marché local qui vise, entre autres, à réduire la quantité de gaz à effet de serre émis par le transport des marchandises alimentaires?



QUANT AUX EFFETS DE L'EXPLORATION ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES SUR LES NAPPES PHRÉATIQUES AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE, NOTAMMENT CEUX LIÉS À L'EXPLORATION ET L'EXPLOITATION GAZIÈRE

Exposé dans le cadre des consultations du BAPE
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

- Considérant les risques environnementaux que comporte ce genre de développement ;
- Considérant, entre autres,
 - les impacts majeurs sur le mode de vie de la population ;
 - les impacts sur les paysages patrimoniaux qu'entraînerait le développement éventuel de cette industrie (infrastructures reliées à l'exploration, l'exploitation, l'exportation d'hydrocarbures) ;
- Considérant le peu d'emplois générés pour la population locale vs l'importation d'une main-d'œuvre spécialisée et les besoins spécifiques en services qu'entraînerait ce type de immigration ;
- Considérant qu'il ne s'agit pas simplement d'opportunités d'affaires à considérer ;
- Considérant l'absence flagrante d'un mécanisme formel d'information préalable à la tenue de consultations convenables ;
- Considérant que la population devrait être associée au processus d'orientation, dans l'optique d'une stratégie énergétique locale et non seulement « sondée » en fin de parcours sur des choix déjà établis ;
- Considérant qu'à défaut d'une volonté politique d'encadrer une démarche systématique de consultation, une initiative citoyenne a recueilli les lettres de refus d'accès à leurs terrains de plusieurs milliers de propriétaires privés ;
- Considérant que cette opération, de toute évidence, met en doute l'acceptabilité sociale du projet de forages exploratoires envisagés par l'entreprise GASTEM ;

La Corporation Développement Communautaire Unîle est d'avis qu'il est urgent, face au projet de forages terrestres exploratoire envisagé par la Société GASTEM,

- Que le gouvernement du Québec décrète un moratoire
- Que les autorités locales
 - Mettent en place les conditions afin de faciliter l'arrimage entre les acteurs socioéconomiques et les membres de la communauté ;



- Favorisent la tenue d'un véritable débat public sur la pertinence ou non d'implanter une telle industrie, en considération des impacts sur l'environnement et l'ensemble de notre économie ;
- Multiplient les occasions permettant à tous ces acteurs de participer activement et solidairement à l'établissement des orientations énergétiques sur notre territoire.

C'est seulement à la lumière des résultats d'une telle démarche que les autorités locales pourront se positionner, dans l'intérêt de la collectivité.

Mémoire rédigé par les membres du conseil administratif
de la *Corporation Développement communautaire Unîle*